



TOUS EN GREVE LE 12 DECEMBRE !

Notre confédération a lancé un appel à la grève générale le 12 décembre 2024, afin que chaque travailleuse et chaque travailleur puisse exprimer son mécontentement !

Aujourd'hui, l'industrie automobile traverse un véritable séisme, qui s'avère être un désastre majeur, notamment en raison du véhicule électrique qui peine à se faire une place sur le marché. **Force est de constater que les prix exorbitants de ces véhicules rendent leur acquisition impossible pour une grande partie de la population.** Ce coût élevé est en partie dû à la volonté des constructeurs automobiles, notamment français, de maximiser leurs marges, réduisant ainsi les chances d'attirer une nouvelle clientèle.

À cela s'ajoute le coût d'entretien des voitures électriques, souvent plus élevé que celui des véhicules thermiques, malgré les annonces contraires. Sans oublier le manque de bornes de recharge électriques à travers le pays, qui n'est pas encore adapté pour accueillir le tout électrique. L'autonomie limitée des véhicules électriques freine également leur adoption, rendant les longs trajets peu pratiques et décourageant les acheteurs potentiels.

De nombreux facteurs montrent que la France n'est pas encore prête pour le virage du tout électrique.

Malheureusement, ce n'est pas uniquement le secteur automobile qui est touché. Une grande partie de l'industrie métallurgique subit également les répercussions. **La CGT dénombre pas moins de 13 000 emplois menacés ou supprimés d'ici la fin de l'année et au cours de 2025.** À titre de comparaison, ce chiffre est le double de celui annoncé dans l'industrie chimique, qui prévoit 7 000 suppressions d'emplois. Ces deux secteurs illustrent la casse industrielle et sociale à l'œuvre depuis plusieurs années dans la filière automobile, se propageant désormais aux rangs des équipementiers.

Par exemple, les fonderies ont été parmi les premières à être touchées : souvenons-nous de la SAM, de MBF, ou encore de la Fonderie de Bretagne, actuellement en lutte pour sa survie, qui dépend d'une décision de Renault. L'exemple

de MA France illustre également ce qui se passe lorsque de grands groupes automobiles décident de ne plus travailler avec des sous-traitants.

Mais d'un point de vue plus large, ce sont toutes les travailleuses et tous les travailleurs du pays qui sont impactés par de telles décisions visant à supprimer des emplois. **Au total, 200 000 emplois sont menacés, alors que ces mêmes patrons et actionnaires continuent de s'enrichir en se gavant de dividendes.** Des entreprises comme Michelin, Auchan, Valeo, ArcelorMittal et bien d'autres, issues de secteurs différents, partagent un point commun : **leurs salariés vivent sous la menace permanente de perdre leur emploi.**

STOP

La CGT du groupe Renault dit STOP à cette situation !

Exprimons notre ras-le-bol, notre colère et notre désaccord face à ces décisions injustes et inévitables. Interpellons nos dirigeants dans nos entreprises, mais également l'État, qui porte une part de responsabilité en laissant agir de telles décisions, aggravant la précarité.

Ensemble, nous pouvons changer les choses !